



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 13 octobre 2025

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Nomination de Lise Alter comme directrice de cabinet de la ministre de la Santé Stéphanie Rist

Mme Lise ALTER, précédemment directrice adjointe du cabinet de Mme Catherine VAUTRIN au ministère du Travail et de la Santé, a été nommée directrice de cabinet de Mme Stéphanie RIST.

Fin de vie : l'examen des propositions de loi pourrait être à nouveau repoussé

Alors que le Premier ministre a relancé les discussions sur la fin de vie, la conférence des présidents du Sénat n'a pas réinscrit à son agenda d'octobre les propositions de loi sur les soins palliatifs et l'aide à mourir. Les prochaines semaines étant déjà consacrées au contrôle parlementaire et à l'examen du PLFSS, un débat avant mi-novembre paraît peu probable.

La CGSS de Martinique placée sous administration provisoire

La Caisse générale de sécurité sociale (CGSS) de Martinique a été placée sous administration provisoire par le ministère du Travail et de la Santé, selon un arrêté publié au *Journal officiel* le 7 octobre. Le conseil d'administration de l'organisme est suspendu, les services de l'État évoquant des décisions prises en violation des règles réglementaires en vigueur. M. Jean-Claude Izard, administrateur d'État, a été désigné administrateur provisoire jusqu'au 9 février 2026, date du renouvellement du conseil.

Congé maternité et congé parental : des députés proposent un alignement sur la moyenne européenne

Les députés Céline THIEBAULT MARTINEZ (PS, Seine-et-Marne) et Thibault BAZIN (LR, Meurthe-et-Moselle) ont plaidé pour l'allongement du congé maternité postnatal de deux semaines, portant la durée totale à 18 semaines, afin de l'aligner sur la moyenne de l'OCDE. Ils proposent également la création d'un congé parental court et mieux rémunéré, avec une indemnisation proportionnelle aux revenus.

EN RÉSUMÉ

Nomination de Stéphanie Rist au ministère de la Santé

Mme Stéphanie Rist, députée (EPR) du Loiret et médecin rhumatologue, a été nommée ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées. Ancienne rapporteuse générale de la commission des Affaires sociales et des projets de loi de financement de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale, elle succède ainsi à Mme Catherine Vautrin. Cette nomination marque la volonté du gouvernement de placer à la tête du ministère une élue issue du milieu médical, déjà familière des enjeux budgétaires et structurels du système de santé.

PLFSS 2026 : un texte d'économies ambitieux malgré un contexte politique fragile

Présenté mardi en Conseil des ministres, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 ambitionne de ramener le déficit à 17,5 milliards d'euros, contre 23 milliards l'an passé. Pour y parvenir, l'exécutif prévoit 7,1 milliards d'euros d'économies sur la santé, notamment via le doublement des franchises médicales, la limitation des arrêts maladie et un encadrement plus strict des affections de longue durée. Le texte instaure également une contribution patronale de 8 % sur certains avantages sociaux (tickets-restaurants, chèques-vacances...), un gel des retraites et prestations sociales pour 2026, et une réforme du cumul emploi-retraite. Il crée par ailleurs un nouveau congé de naissance indemnisé et introduit une contribution de 2,05 % pour les complémentaires santé, destinée à rapporter un milliard d'euros.

Suspension de la réforme des retraites : un amendement au PLFSS pour 2026

Le Premier ministre Sébastien LECORNU a confirmé mercredi devant l'Assemblée nationale que la suspension de la réforme des retraites interviendrait par amendement au PLFSS actuellement en discussion. Le choix du PLFSS comme véhicule législatif suscite toutefois des interrogations juridiques, la mesure risquant d'être considérée comme un "cavalier social" si elle n'a pas d'impact direct sur les comptes de la Sécurité sociale. L'annonce a provoqué de vives réactions politiques, du PS à LFI en passant par le RN, tandis que la Commission européenne a appelé la France à préserver ses engagements budgétaires malgré cette suspension.